



L'an deux mille vingt-quatre et le vingt-sept juin, à dix-huit heures, les membres du conseil de Luberon Monts de Vaucluse Agglomération légalement convoqués le vingt-et-un juin deux mille vingt-quatre, se sont réunis en nombre prescrit par la loi, en salle du MIN de Cavaillon, sous la présidence de Monsieur Gérard DAUDET.

En exercice :	55		
Présents :	35	Suffrages exprimés :	51
Absents :	20	- dont POUR :	51
Absents AVEC pouvoir	16	- dont CONTRE :	0
Absents SANS pouvoir	4	Nombre d'abstention(s) :	0

**Étaient présents :** M. DAUDET Gérard - Président

Mme AMOROS Elisabeth	Mme GREGOIRE Sylvie	M. PETTAVINO Jean-Pierre
Mme ANGELETTI Frédérique	M. JUNIK Pascal	M. PEYRARD Jean-Pierre
Mme BASSANELLI Magali	M. JUSTINESY Gérard	Mme PIERI Julia
M. BATOUX Philippe	M. KITAEFF Richard	Mme PONTET Annie
M. BOREL Félix	M. LE FAOU Michel	M. RIVET Jean-Philippe
M. CARLIER Roland	M. LIBERATO Fabrice	M. ROUSSET André
Mme CATALANO-LLORDES Gaétane	M. MASSIP Frédéric	Mme ROUX Isabelle
Mme DAUPHIN Mathilde	Mme MILESI Véronique	M. SEBBAH Didier
M. DECHER Martine	Mme MONFRIN Marie-Josée	M. SILVESTRE Claude
M. DERRIVE Eric	M. MOUNIER Christian	M. SINTES Patrick
M. GERAULT Jean-Pierre	Mme NALLET Christine	
Mme GIRARD Nicole	M. NOUVEAU Michel	

**Absents excusés ayant donné pouvoir :**

M. ATTARD Alain	ayant donné pouvoir à Mme AMOROS Elisabeth
Mme AUDIBERT Danielle	ayant donné pouvoir à M. GERAULT Jean-Pierre
Mme BLANCHET Fabienne	ayant donné pouvoir à M. JUSTINESY Gérard
M. BOURSE Etienne	ayant donné pouvoir à M. PEYRARD Jean-Pierre
Mme BUCHACA Sophie	ayant donné pouvoir à M. BATOUX Philippe
Mme CLEMENT Marie-Hélène	ayant donné pouvoir à M. DAUDET Gérard
M. COURTECUISSÉ Patrick	ayant donné pouvoir à M. RIVET Jean-Philippe
Mme CRESP Delphine	ayant donné pouvoir à M. KITAEFF Richard
Mme DU PORT DE PONCHARRA Maria-Thérèse	ayant donné pouvoir à Mme PONTET Annie
Mme JEAN Amélie	ayant donné pouvoir à Mme GREGOIRE Sylvie
Mme LION-PESQUIES Christine	ayant donné pouvoir à M. ROUSSET André
Mme NEMROD-BONNAL Marie-Thérèse	ayant donné pouvoir à M. MOUNIER Christian
Mme PAIGNON Laurence	ayant donné pouvoir à M. DERRIVE Eric
M. SELLES Jean-Michel	ayant donné pouvoir à Mme DECHER Martine
Mme STELLA Aurore	ayant donné pouvoir à M. MASSIP Frédéric
M. VOURET Eric	ayant donné pouvoir à M. LIBERATO Fabrice

**Absents excusés :**

Mme ARAGONES Claire

**Absents non-excusés :**

Mme MACK Marie-Thérèse  
Mme MARIANI-RENOUX Séverine  
Mme PALACIO Céline

**Secrétaire de séance :**

Mme DAUPHIN Mathilde est désignée Secrétaire de cette séance



N° 2024-106

**POLITIQUE DE LA VILLE** – Signature de l’avenant de prorogation  
de la convention de mise à disposition de locaux à LMV pour  
l’Espace France Service – Point Justice

- *Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1321-1 à L1321-5 ;*
- *Vu le code général de la propriété des personnes publiques notamment les articles L 2122-1 et suivants et L 2125-1 ;*
- *Vu l’arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 portant modification des statuts de la communauté d’agglomération Luberon Monts de Vaucluse modifié par l’arrêté préfectoral du 29 janvier 2020 ;*
- *Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021-72 en date du 27 mai 2021 relative à la création d’un point justice intercommunal ;*
- *Vu l’avis du Bureau communautaire et de la Commission Finances en date du 13 juin 2024.*

Dans le cadre de sa compétence politique de la ville et afin d’améliorer la justice de proximité en matière d’accès aux droits des administrés, LMV s’est dotée d’un « Point Justice », labellisé Espace France Services, en octobre 2021.

Le Point Justice est un dispositif de proximité, destiné à apporter en un lieu unique, un accueil et une information sur les droits et devoirs aux administrés, en regroupant une offre multiple de services d’accès aux droits.

Pour cela, le Point Justice met à disposition des habitants :

- Un service d’accueil ;
- Des informations gratuites dans différents domaines du droit ;
- Une aide pour l’accomplissement de démarches nécessaires à l’exercice d’un droit ou à l’exécution d’une obligation ;
- Des consultations juridiques ;
- Un accès à la conciliation et à plusieurs services de la justice.

Au sein du même lieu, l’espace France Services a vocation à accueillir, informer et accompagner gratuitement les citoyens dans leurs démarches administratives du quotidien, qu’elles soient liées à la santé, à l’emploi, aux finances, à la justice ou au droit. Cet espace donne accès, dans un seul et même lieu aux principaux organismes de services publics : Finances publiques (DDFIP), Allocations familiales (CAF), Assurance maladie (CPAM), Mutualité sociale agricole (MSA), Assurance retraite (Carsat), France Travail, La Poste, Agence nationale des titres sécurisés (Ministère de l’intérieur), Point-justice (Ministère de la justice) et France Rénov’ (Agence nationale de l’aménagement et de l’habitat). En 2023, cet espace a accueilli plus de 4 300 administrés.

L’article L1321-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit qu’un transfert de compétence au profit d’un EPCI induit une mise à disposition des biens affectés à l’exercice de ladite compétence. Le centre de loisirs de la commune de Cavaillon ayant été déménagé au 55 rue Elsa Triolet, une convention initiale avait été conclue pour la période allant de 2021 à 2022 afin de mettre à disposition ces locaux vacants à destination de LMV pour l’installation de l’Espace France Services – Point Justice. Les lieux mis à disposition sont les locaux administratifs et les sanitaires de l’ancien centre de loisirs, soit deux locaux préfabriqués d’une surface de 165 m<sup>2</sup>.

La convention initiale a été renouvelée deux fois, dans la limite de ce que prévoit la convention initiale.

Avant l’arrivée à échéance de ladite convention, le 1<sup>er</sup> juillet 2024, les parties ont exprimé leur volonté de proroger cette mise à disposition à titre gracieux.

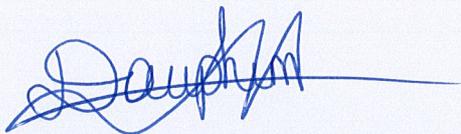
Il est proposé de proroger la mise à disposition des locaux accueillant actuellement l’Espace France Service – Point Justice situés au 445 avenue Raoul Follereau jusqu’à la fin programmée des travaux de construction des nouveaux locaux en cœur du quartier de Docteur Ayme, soit jusqu’au 31 décembre 2028. En effet, le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine de Cavaillon, amplifié par avenant du 18 janvier 2024, prévoit l’implantation du Point Justice, labellisé France Services en cœur de quartier de Docteur Ayme à l’horizon début 2029.

Le Conseil Communautaire,  
Où le rapport ci-dessus,  
Délibère, et  
A l’unanimité des suffrages exprimés,

- **APPROUVE** l’avenant de prorogation de la Convention de mise à disposition de locaux à LMV pour l’Espace Frances Services – Point Justice ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président, ou son représentant à signer cet avenant.

La Secrétaire de séance,

Mathilde DAUPHIN



Cavaillon, le 1<sup>er</sup> juillet 2024

Le Président,

Gérard DAUDET



